

CHINE

En souvenir des victimes de la brutalité policière de Gulja, au Xinjiang, les 5 et 6 février 1997

Index AI : ASA 17/005/2005

ÉFAI

Vendredi 4 février 2005

DÉCLARATION PUBLIQUE

Il y a huit ans, le 5 février 1997, des dizaines de personnes étaient tuées ou gravement blessées lors de l'intervention brutale des forces de sécurité chinoise dans une manifestation pacifique, dans la ville de Gulja (Yining), dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang en Chine. Des centaines, peut-être des milliers d'autres personnes perdaient la vie ou étaient gravement blessées lors des émeutes du lendemain. De nombreuses personnes étaient arrêtées au cours de la manifestation et immédiatement après. Beaucoup de détenus ont été frappés ou ont subi divers actes de torture et au moins deux sont morts en détention depuis. Un nombre indéterminé de personnes se trouvent toujours en prison en lien avec ces événements.

À ce jour, aucune enquête n'a été ouverte sur les agissements des forces de sécurité et aucune poursuite en justice n'a été entamée contre qui que ce soit. Le manque de prise en compte par les autorités chinoises de l'impunité entourant ces événements facilite la répétition d'actes similaires à l'avenir et pose de sérieuses questions sur l'engagement de la Chine à « respecter et protéger les droits humains », intégré à la Constitution l'année dernière.

Les victimes de la répression appartenaient à la communauté ouïghoure de Chine, essentiellement musulmane, vivant dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Au cours de ces huit dernières années, Amnesty International a rassemblé les récits de nombreux témoins oculaires de la manifestation et de la période qui a suivi, desquels se dégage une image en conflit avec les interprétations officielles des événements.

Selon des sources locales, l'étincelle à l'origine de la manifestation a été la répression de plus en plus forte exercée à l'encontre de la culture et de la religion ouïghoure dans et autour de Gulja. Avaient notamment été interdites les rencontres sociales traditionnelles ouïghoures, appelées *meshreps*, organisées à partir de 1994 pour essayer de faire revivre les traditions culturelles et islamiques et pour contrer l'arrivée de maux sociaux tels que l'abus d'alcool, de tabac et la prise de drogues. Les dirigeants de la communauté ouïghoure dans et autour de Gulja avaient également organisé des équipes locales

ouïghoures de football en ligue non officielle, dissoutes par les autorités qui avaient de plus détruit les installations sportives. De nombreux Ouïghours avaient été arrêtés parce qu'on les soupçonnait d'être « des séparatistes, des terroristes ou extrémistes religieux », lors d'une campagne contre la criminalité intitulée *Frapper fort*, en 1996 ; parmi eux se trouvaient des dirigeants présumés de *meshrep* ainsi que des étudiants en religion et des imams.

Le matin du 5 février 1997, plusieurs centaines de jeunes Ouïghours, dont des femmes et des enfants, étaient descendus dans les rues de Gulja avec des banderoles, en criant des slogans religieux et en demandant un traitement égal pour les Ouïghours. Les forces de sécurité, comprenant des unités anti-émeutes et de la police populaire armée, leur avaient barré la route. Selon certaines sources, des policiers auraient alors ouvert le feu sur la foule, faisant un certain nombre de blessés graves ; d'autres sources parlent de coups de feu tirés à terre en direction des manifestants par les policiers, et de blessés – ainsi que de plusieurs morts parmi les enfants – par des balles qui auraient ricoché. La police aurait ensuite encerclé et placés en détention des centaines de personnes, qu'elle aurait emmenées par camion au centre de détention de la police de Yining, également connu sous le nom de prison *Yengi Hayat* (Nouvelle Vie). Selon un témoin, les gens étaient tellement serrés dans les camions qu'ils devaient s'entasser les uns sur les autres. Des policiers se seraient assis sur le faite et auraient frappé à coups de matraque. Certaines des personnes qui se trouvaient au fond seraient mortes étouffées.

« Lorsque les camions sont arrivés à la prison, les policiers ont jeté les gens à terre si bien qu'il y a eu des jambes et des mains cassées. J'ai vu une femme dont une oreille pendait. » (récit d'un témoin)

Dans l'après-midi, une deuxième manifestation se mettait en marche, composée d'amis et de proches des personnes emmenées en détention durant la matinée. Certains des manifestants avaient des pierres qu'ils ont jetées contre les forces de police. Les policiers auraient frappé les manifestants à coups de gourdins de plus d'un mètre de long et auraient lancé des grenades lacrymogènes pour tenter de les disperser. Une centaine de personnes auraient été blessées et des enfants seraient décédés à cause du gaz lacrymogène. Une vingtaine d'enfants seraient morts du fait des forces de police dans la matinée et l'après-midi du 5 février 1997 – certains sur place, d'autres quelques jours voire quelques semaines plus tard des suites de leurs blessures.

Des centaines de manifestants furent encore interpellés et emmenés dans divers centres de détention de la préfecture d'Ili, où se trouve Gulja. Leur nombre aurait été si élevé que tous les centres de détention du district se seraient retrouvés complets. Dans la prison Yengi Hayat, quarante à cinquante détenus se seraient entassés dans des cellules prévues à l'origine pour dix personnes, si bien qu'aucun ne pouvait s'asseoir. Il n'y avait pas assez de policiers pour mener tous les interrogatoires et traiter l'ensemble des dossiers, d'autres fonctionnaires, procureurs et magistrats notamment, furent donc envoyés sur place pour les aider.

De nombreux détenus auraient été frappés au cours de leur détention. Dans la prison Yengi Hayat, une quarantaine de personnes auraient été forcées de s'agenouiller sur le sol et auraient été frappées par derrière par des policiers armés de gourdins. Selon un autre récit, émanant de plusieurs témoins oculaires, un groupe de 300 à 400 manifestants et habitants du quartier, interpellés le 5 février, auraient été aspergés au jet d'eau glacée par des soldats et des policiers anti-émeutes dans un lieu à ciel ouvert, peut-être un stade. Le groupe, dans lequel se trouvaient des enfants aurait été maintenu là, mouillé, pendant deux heures par une température avoisinant 0° en février. Parmi les détenus, de jeunes hommes et de jeunes femmes auraient été contraints de courir pieds nus dans la neige. Pour finir, les personnes souffrant de gelures graves auraient été emmenées à l'hôpital, certaines pour y être amputé des pieds, des doigts ou des mains. Les autres auraient été emmenées en prison.

Les troubles avaient continué le lendemain, des milliers de personnes descendant alors dans les rues pour manifester. La police avait entre-temps reçu des renforts. Des policiers se sont dispersés dans les rues, arrêtant et frappant des personnes, y compris des enfants. Dans certains endroits, les manifestants auraient attaqué des policiers et des résidents chinois, ou s'en seraient pris à des boutiques chinoises et auraient incendié des véhicules, tandis que les forces de sécurité auraient ouvert le feu sur des manifestants et des passants. Le nombre exact de ceux ont perdu la vie lors de ces événements n'est pas connu.

Les autorités chinoises ont officiellement décrit les troubles comme des actes de « terrorisme ». Dans un article publié par le *Quotidien du peuple* en janvier 2002, les autorités ont attribué les événements au *Parti d'Allah du Turkestan oriental islamique (ETIPA)*, devenu ensuite le *Mouvement islamique du Turkestan oriental (ETIM)*. Sous l'impulsion de la Chine, le *Mouvement islamique du Turkestan oriental* a été

classé « organisation terroriste » par les Nations unies en 2002, même si les éléments de preuves permettant d'aboutir à cette conclusion restent flous. En février 2003, Amnesty International a écrit au président du gouvernement de la région autonome ouïghoure du Xinjiang, Ismail Tiliwaldi, pour lui demander de plus amples informations concernant les éléments ayant permis aux autorités de conclure à une implication de l'ETIPA /ETIM dans cette affaire. La lettre demandait également aux autorités de rendre publiques les informations concernant les personnes toujours détenues en lien avec ces événements et d'ouvrir une enquête indépendante sur les morts, actes de torture et autres graves violations des droits humains qui se seraient produits durant la manifestation et l'agitation qui s'ensuivit. À ce jour, Amnesty International n'a reçu aucune réponse à son courrier.

À l'occasion du huitième anniversaire de la manifestation et de la brutale répression qui s'ensuivit, Amnesty International renouvelle son appel en faveur d'une plus grande responsabilisation, d'une plus grande transparence et de plus de justice pour tous ceux qui ont perdu la vie, souffert de graves blessures ou sont toujours détenus en lien avec ces événements. ●

Pour plus d'informations sur la situation des droits humains dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, vous pouvez consulter les documents suivants sur le site d'Amnesty International :

- [Chine. Guerre contre le terrorisme : les Ouïghours fuient les persécutions](#) (index AI : ASA 17/021/2004) ;
- [Chine. Législation antiterroriste et répression en région autonome ouïghoure du Xinjiang](#) (index AI : ASA 17/010/2002) ;
- [Chine. Graves violations des droits humains dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang](#) (index AI : ASA 17/018/1999).

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>